

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
23 janvier 2008  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 22 janvier 2008, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration de presse du Premier Ministre malaisien, Dato Seri Abdullah Ahmad Badawi, qui porte sur la situation à Gaza (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité, afin qu'il puisse être examiné à la séance qui doit se tenir ce jour, 22 janvier 2008, au titre de la question de l'ordre du jour du Conseil intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) **Hamidon Ali**



**Annexe à la lettre datée du 22 janvier 2008 adressée  
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant  
permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Déclaration de presse de l'honorable Dato Seri  
Abdullah Ahmad Badawi, Premier Ministre malaisien,  
concernant la situation à Gaza**

La Malaisie condamne le blocus imposé par les Israéliens et la fermeture de tous les points de passage de la frontière entre Israël et le territoire palestinien de Gaza. Le blocus a exacerbé la crise humanitaire qui allait déjà en s'aggravant à Gaza et ne peut que déboucher sur une catastrophe humanitaire.

Les Palestiniens ont le droit d'avoir accès à des vivres, à du carburant et à des médicaments. Les actes inhumains des Israéliens ne peuvent que rendre les conditions de vie des Palestiniens encore plus insupportables.

Les mesures prises par Israël sont contraires au droit international et le châtiment collectif infligé à la population civile innocente de Gaza est inacceptable en tout état de cause.

La Malaisie appelle la communauté internationale à contraindre Israël à lever immédiatement le blocus et à cesser de faire souffrir la population de Gaza. Elle prie également le Secrétaire général de convoquer une séance du Conseil de sécurité dont la composition ne soit pas limitée afin que d'autres États Membres de l'Organisation puissent participer au débat sur la grave situation qui sévit à Gaza.

---